



**Cabinet du Premier Ministre,  
Chef du Gouvernement  
Ministre de la défense**



**Secrétariat Exécutif du Conseil National  
pour la Nutrition, l'Alimentation et le  
développement de la Petite Enfance**

République de Côte  
d'Ivoire Union-Discipline-  
Travail

-----



**PNMiN**

Plateforme Nationale Multisectorielle  
d'Information pour la Nutrition

---

**RAPPORT D'ANALYSE DES INDICATEURS DU CADRE COMMUN DE  
SUIVI EVALUATION DU PLAN NATIONAL MULTISECTORIEL DE  
NUTRITION 2016-2020**

---

**Décembre 2019**

## Liste des sigles et abréviations Actualiser

ANADER	Agence nationale de développement rural
CCR	Cadre commun de résultat
CCSE	Cadre commun de suivi évaluation
CNN	Conseil national pour la nutrition
DIIS	Direction de l'informatique et de l'information sanitaire
DPVSA	Direction des production vivrières et de la sécurité alimentaire
DSDI	Direction des statistiques, de la documentation et de l'informatique
EDS	Enquête démographique et de sante
FAO	Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
GSF	Global support facility
INHP	Institut national de l'hygiène publique
INS	Institut national de la statistique
MICS	Enquête par grappes a indicateurs multiples
MINADER	Ministère de l'agriculture et du développement rural
MIRAH	Ministère des ressources animales et halieutiques
PEC	Prise en charge
PIP	Programme d'investissement présidentiel
PME	Programme mère enfant
PNMIN	Plateforme nationale multisectorielle d'information pour la nutrition
PNMN	Plan national multisectoriel de nutrition
PNN	Programme national de nutrition
RASE	Rapport d'activité des services extérieurs
SE CONNAPE	Secrétariat exécutif du conseil national pour la nutrition l'alimentation et le développement de la petite enfance
SMART	Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions
STP CNN	Secrétariat technique permanent du conseil national pour la nutrition
SUN	Scaling up nutrition
UE	Union européenne
UGP	Unité de gestion de projet
UNICEF	Organisation des nations unies pour l'enfance



## Liste des figures et tableaux

Figure 1: Schéma conceptuel de la malnutrition.....	13
Figure 2: Statut des Indicateurs du CCSE par Ministère sectoriel.....	16
Figure 3: Répartition des indicateurs non renseignés par niveau de résultat .....	17
Tableau 1: Source des données du CCSE et leur périodicité.....	18
Tableau 2: Sources des Indicateurs non renseignés .....	19
Tableau 3: Motifs du non-renseignement des 51 indicateurs par les sectoriels.....	20
Tableau 4: Répartition des indicateurs non renseignés par axe stratégique.....	26
Tableau 5: Indicateurs à supprimer.....	27
Tableau 6: Liste des indicateurs à remplacer .....	28
Tableau 7: Liste des indicateurs nécessitant un appui pour la collecte.....	30

## Table des matières

<b>LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS ACTUALISER.....</b>	<b>2</b>
<b>LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX.....</b>	<b>4</b>
<b>RESUME .....</b>	<b>6</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>7</b>
<b>I. RAPPEL SUR LE PROCESSUS D'ELABORATION DU CADRE COMMUN DE SUIVI EVALUATION (CCSE) DU PNMN.....</b>	<b>10</b>
<b>II. RAPPEL SUR LE SCHEMA CONCEPTUEL DE LA MALNUTRITION.....</b>	<b>11</b>
<b>III. OBJECTIFS .....</b>	<b>14</b>
<b>IV. MÉTHODES .....</b>	<b>14</b>
<b>V. RESULTATS.....</b>	<b>15</b>
<b>V.1. CONCORDANCE ENTRE LES INDICATEURS PRÉSENTS DANS LE CCSE ET LES DOMAINES DU CADRE CONCEPTUEL DE LA MALNUTRITION.....</b>	<b>15</b>
V.2. DISPONIBILITÉ DES INDICATEURS DU CCSE.....	15
V.3. SOURCE DES DONNÉES.....	17
V.4. CAUSES DU NON-RENSEIGNEMENT DES INDICATEURS .....	19
V.5. CONSÉQUENCES DU NON RENSEIGNEMENT DES INDICATEURS SUR LA QUALITÉ DU SUIVI DU CCSE.....	25
<b>VI. PROPOSITIONS DE SOLUTIONS POUR AMÉLIORER LE SUIVI DES INDICATEURS DU CCSE.....</b>	<b>27</b>
<b>VII. LEÇONS APPRISES .....</b>	<b>33</b>
<b>VIII. RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>34</b>
<b>RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES .....</b>	<b>36</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>37</b>
<i>Annexe 1 : Liste des participants à l'Atelier de collecte et d'harmonisation des données</i> .....	37
<b>ANNEXE 2 : LISTE DE INDICATEURS SECTORIELS COMPLÉMENTAIRES .....</b>	<b>40</b>



## RESUME

La Plateforme Nationale Multisectorielle d'Information pour la Nutrition (PNMIN) fait partie intégrante du dispositif de mise en œuvre du Plan national multisectoriel de nutrition (PNMN) 2016-2020, en particulier en son axe stratégique 7, à travers la mise en place d'un dispositif de suivi et évaluation multisectoriel centralisé et intégré. L'une des premières activités que la PNMIN a réalisées a été de prendre connaissance de la liste des 150 indicateurs du cadre commun de suivi et évaluation (CCSE) du PNMN en vue de débiter la centralisation des données y afférent.

Ce rapport sur l'analyse des indicateurs du CCSE du PNMN 2016-2020, a pour objectif général de disposer d'une liste d'indicateurs opérationnels et cohérents pour le suivi du PNMN 2016-2020. Pour atteindre cet objectif, nous avons utilisé une approche mixte, qui a permis de recueillir à la fois des informations qualitatives et quantitatives.

La mise en cohérence entre le cadre conceptuel de la malnutrition et le cadre commun de résultats (CCR) d'une part et d'autre part entre le CCR et le CCSE a permis de mettre en évidence que le CCSE ne comporte pas d'indicateurs relatifs à la morbidité des enfants de 0 à 5 ans, la couverture des soins maternels et infantiles, le niveau d'éducation et le niveau de pauvreté des ménages.

Sur les 115 indicateurs que les secteurs doivent renseigner pour le CCSE, 51, soit 44,34% ne sont pas renseignés. La grande majorité des indicateurs non renseignés (69%) sont des indicateurs d'extrants.

La majorité des indicateurs non renseignés ont comme sources, les rapports d'activité/évaluation (51%) et les enquêtes périodiques (43,1%). Les principales causes du non renseignement des indicateurs sont les suivantes : (i) indicateurs non répertoriés dans les systèmes de suivi et évaluation des ministères ; (ii) absence d'une définition commune du terme communauté ; (iii) activité non réalisée

; (4) insuffisance de moyens pour réaliser les enquêtes afin de renseigner certains indicateurs ; (iv) problème d'appropriation des indicateurs par les sectoriels. L'Axe stratégique 3 du PNMN, relatif à l'accroissement durable de la disponibilité et de l'accès à des aliments nutritifs et diversifiés dans les zones à fortes prévalences de malnutrition est le plus impacté en matière de suivi évaluation du fait du non renseignement d'environ 63% de ses indicateurs.

La principale leçon apprise de ce travail concerne le choix des indicateurs dans le cadre de l'élaboration d'un cadre commun de suivi évaluation d'un plan multisectoriel. Dans ce contexte, il est préférable de privilégier les indicateurs régulièrement suivis dans les secteurs et qui sont en lien avec la nutrition. Cependant, dans le cas où de nouveaux indicateurs seraient formulés, il est primordial de mettre en place un mécanisme de collecte (organisation et/ou ressources additionnelles) des données nécessaires à leurs calculs.

## Introduction

Le Gouvernement de Côte d'Ivoire a adhéré au Mouvement mondial Scaling-Up Nutrition (SUN) en juin 2013. Cet engagement en faveur de la nutrition s'est traduit notamment par : (i) la création du Conseil National pour la Nutrition (CNN) en juillet 2014, plate-forme de coordination multisectorielle pour une gestion et une programmation efficaces et efficientes des interventions de nutrition ; (ii) l'adoption en mai 2016 par le Conseil des Ministres, du Plan National Multisectoriel de Nutrition (PNMN) 2016-2020; (iii) l'inscription du PNMN 2016-2020 comme programme au Programme d'Investissement Public (PIP) et (iv) le relèvement significatif de l'enveloppe budgétaire consacrée à la nutrition dans le budget national. .

Le Gouvernement ambitionne à travers le PNMN 2016-2020, de « garantir à l'ensemble de la population un statut nutritionnel optimal en vue d'améliorer son bien-être et soutenir durablement une croissance inclusive et le développement du pays ». Ce Plan se décline en sept axes stratégiques : (i) la promotion des bonnes



pratiques nutritionnelles et des mesures préventives; (ii) la promotion de la prise en charge (PEC) de la malnutrition; (iii) l'accroissement durable de la disponibilité et de l'accès à des aliments nutritifs et diversifiés dans les zones à fortes prévalences de malnutrition; (iv) le renforcement de la sécurité sanitaire des aliments; (v) le renforcement de la résilience aux crises alimentaires et nutritionnelles; (vi) l'amélioration de l'Hygiène et de l'accès à l'eau potable et aux systèmes d'assainissement dans les zones à fortes prévalences de malnutrition et; (vii) la mise en place d'un environnement favorable à la nutrition et le renforcement de la Gouvernance en matière de nutrition.

La mise en œuvre de ce plan vise le passage à échelle des interventions nutritionnelles efficaces, spécifiques et sensibles à l'endroit des populations les plus vulnérables avec l'implication des secteurs en charge de la santé, l'agriculture, les ressources animales et halieutiques, le commerce, l'industrie la promotion du genre, l'alphabétisation/l'éducation, la protection sociale, l'eau, l'hygiène, l'assainissement, le budget, l'économie et les finances etc.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan National Multisectoriel de Nutrition (PNMN) 2016-2020, le Gouvernement ivoirien bénéficie de l'appui financier de l'Union Européenne (UE) et de l'appui technique du capacity for Nutrition (C4N), ex Global support facility (GSF) et de l'Unicef, pour mettre en place un système efficient de recueil de l'information en nutrition. Cette initiative qui est la Plateforme Nationale Multisectorielle d'Information pour la Nutrition (PNMIN), vise à renforcer les capacités nationales pour collecter et analyser l'information et les données issues de tous les secteurs concernés par la nutrition en vue d'orienter la prise de décision et les investissements en nutrition.

En Côte d'Ivoire, la Plateforme Nationale Multisectorielle d'Information pour la Nutrition (PNMIN) fait partie intégrante du dispositif de mise en œuvre du PNMN 2016-2020, en particulier son axe stratégique 7, relatif à la mise en place d'un cadre favorable et au renforcement de la gouvernance en matière de nutrition et qui prévoit la mise en place d'un dispositif de suivi et évaluation



multisectoriel centralisé et intégré. A ce titre, la mise en place de la PNMIN est fondamentale pour assurer le suivi de la mise en œuvre du PNMN 2016-2020, mais aussi pour la pérennisation de l'approche multisectorielle de centralisation de l'information en nutrition en vue d'une synergie et d'une convergence des interventions.

La PNMIN est une plateforme nationale pour faciliter le dialogue multisectoriel et multi-acteurs sur la nutrition et appuyer l'utilisation d'informations et de données existantes pour développer et ajuster les politiques et programmes. La PNMIN devrait permettre de relever le défi que pose la disponibilité d'un système de suivi-évaluation fiable et performant en vue d'une mise en œuvre efficace et efficiente du Plan National Multisectoriel de la Nutrition, par la centralisation et la mise à disposition régulière de données nutritionnelles relevant de tous les secteurs impliqués dans la lutte contre la malnutrition en Côte d'Ivoire.

Afin d'assurer le suivi évaluation du PNMN 2016-2020, un **Cadre Commun de Résultats (CCR)** a été élaboré autour des sept (7) résultats stratégiques. Pour chaque résultat stratégique des interventions ont été identifiées ainsi que les ministères responsables de leur mise en œuvre. Ce qui a abouti à une liste de **150 indicateurs** consensuels de suivi du PNMN extraits du CCR afin d'établir un **Cadre Commun de Suivi et Evaluation (CCSE)**. Le CCSE vise à suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs fixés, et donc de disposer d'une liste d'indicateurs clefs.

L'une des premières activités réalisées par la PNMIN a été d'examiner cette liste de **150** indicateurs issus du CCSE en vue de débiter la centralisation des données y afférent. Pour ce faire, il fallait vérifier la disponibilité de ces indicateurs et des données y afférentes au niveau des systèmes d'information sectoriels. En effet, la disponibilité des données relatives aux indicateurs est la condition indispensable permettant d'assurer la complétude de la centralisation des indicateurs multisectoriels. Elle représente la possibilité pratique de disposer



de l'indicateur considéré selon son mode de collecte (routine ou enquête). Ce travail a nécessité des entretiens avec les acteurs clefs et l'analyse de plusieurs documents stratégiques notamment les plans/rapports de suivi et évaluation.

Ce document présente les résultats de l'analyse des indicateurs du CCSE du PNMN 2016-2020, en vue de l'harmonisation, l'alignement et la centralisation des données provenant des secteurs.

## I. Rappel sur le processus d'élaboration du Cadre Commun de Suivi Evaluation (CCSE) du PNMN

Le processus d'élaboration du cadre commun de suivi évaluation du PNMN 2016-2020 a débuté à la fin de l'année 2017 et s'est achevé en novembre 2018.

En effet, à partir du mois d'août 2017, la Banque Mondiale a mis à la disposition du SE-CONNAPE (ex STP-CNN) une équipe de consultants pour appuyer ce processus. Ainsi, sur la base du Cadre Commun des Résultats (CCR) du PNMN, les consultants et le SE-CONNAPE ont identifiés des indicateurs clefs pour chaque résultat stratégique ainsi que les ministères qui sont responsables du suivi de ces indicateurs. Par la suite, des rencontres se sont tenues avec les responsables de suivi et évaluation des ministères clés afin de valider les indicateurs et d'identifier les mécanismes de collecte des données. Des fiches de suivi des indicateurs du PNMN 2016-2020 ont ainsi été élaborées pour chaque ministère. Ces informations ont été ensuite consolidées dans un Cadre Commun de Suivi et Evaluation (CCSE). Après ces étapes sus mentionnées un atelier s'est tenu en mai 2018 pour valider le manuel opérationnel de suivi et d'évaluation du PNMN 2016-2020. Cet atelier, à l'initiative du SE-CONNAPE et avec l'appui technique et financier de la Banque Mondiale, a regroupé les membres du comité technique du CONNAPE. L'atelier avait pour objectif de valider le manuel de Suivi et Evaluation du PNMN 2016-

2020, incluant le Cadre Commun de Suivi et Evaluation (CCSE) et le processus de collecte de données. Au terme de cet atelier, il est ressorti la nécessité de réaliser les activités suivantes :

- L'affinement des données et la validation des indicateurs du CCSE ;
- la finalisation des fiches de suivi des indicateurs et ;
- la validation et la dissémination du manuel opérationnel de suivi et évaluation du PNMN.

En août 2018, un consultant a été recruté par l'UNICEF pour finaliser le cadre commun de suivi et évaluation. Le travail du consultant s'est achevé par la validation du CCSE en novembre 2018 par l'ensemble des acteurs.

## II. Rappel sur le Schéma conceptuel de la malnutrition

Pour améliorer les résultats nutritionnels, il faut s'attaquer aux trois niveaux de causes de la malnutrition : (i) les causes fondamentales au niveau sociétal, (ii) les causes sous-jacentes au niveau du ménage et de la famille, (iii) et les causes immédiates liées à l'enfant. Au fur et à mesure qu'on déroule ce cadre, il devient évident que chaque secteur a un rôle à jouer dans l'amélioration de la nutrition.

Les causes immédiates peuvent conduire directement à la malnutrition. La cause immédiate la plus évidente est une mauvaise alimentation. Une maladie ou une affection prolongée et fréquente peut également avoir un impact sur la capacité de l'organisme à absorber les nutriments nécessaires.

Les causes immédiates sont exacerbées ou causées par les causes sous-jacentes de la malnutrition. Un apport alimentaire insuffisant pourrait être dû à l'insécurité alimentaire des ménages ou à de mauvaises pratiques d'alimentation des enfants, comme une diversité alimentaire inadéquate ou l'arrêt précoce de l'allaitement. D'autres pratiques de soins inadéquates, comme l'absence de stimulation et d'autres bonnes pratiques de développement du jeune enfant,



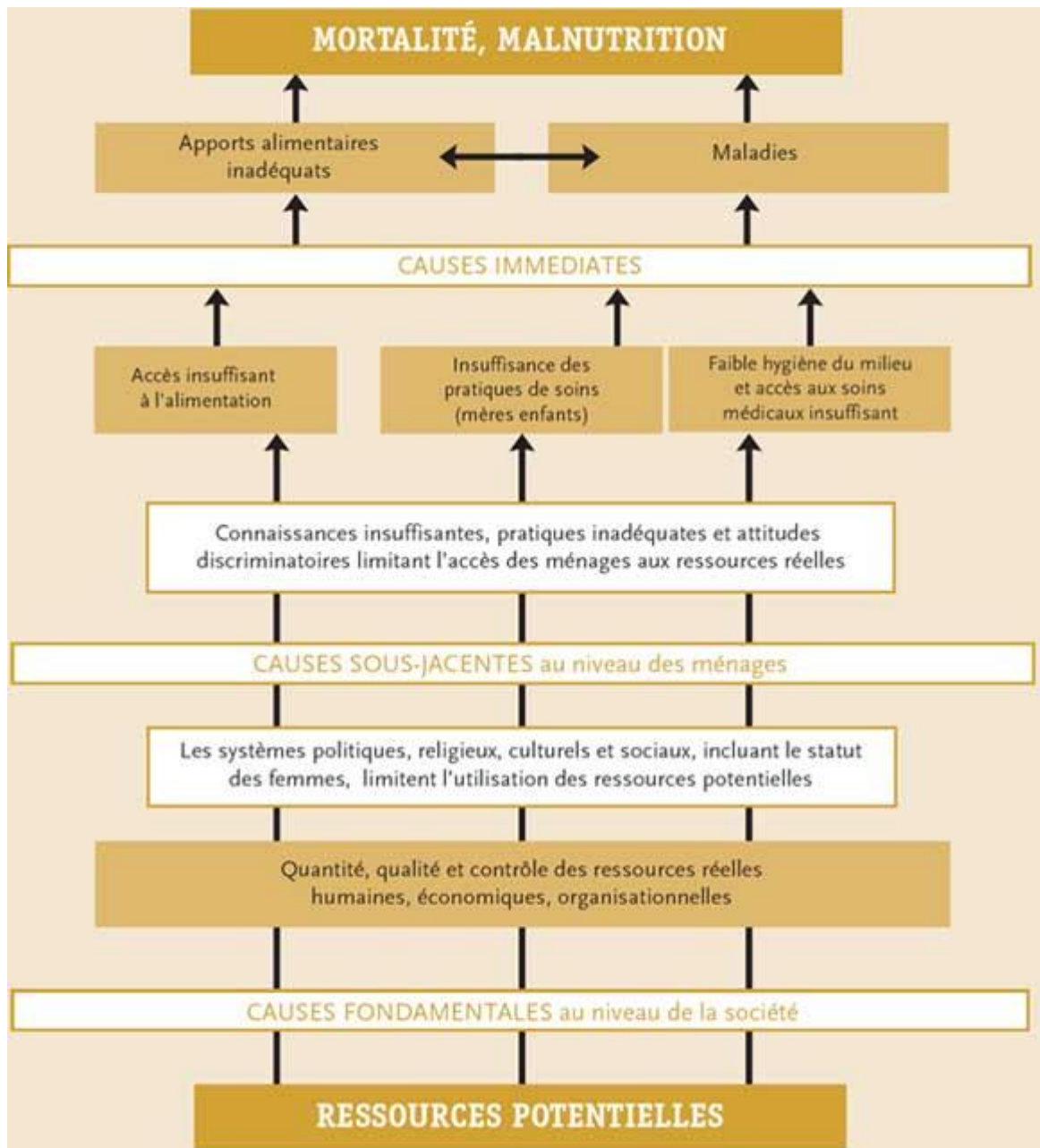
## peuvent avoir des effets négatifs sur le développement cognitif, qui sont aggravés

par une mauvaise alimentation. Une mauvaise nutrition va réduire l'immunité aux infections, tandis qu'une infection entraîne une perte d'appétit et réduit l'absorption des nutriments, entraînant une perte de poids supplémentaire et des niveaux continus ou accrus de malnutrition. Les maladies peuvent aussi être causées par une mauvaise hygiène alimentaire (p. ex. la diarrhée est souvent causée par l'exposition aux matières fécales par de mauvaises pratiques de lavage des mains). Ceci, à son tour, est lié à l'environnement, y compris les questions d'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement. Les défaillances des infrastructures d'approvisionnement en eau potable et de gestion des déchets liquides peuvent entraîner une contamination des aliments, et provoquer une augmentation des maladies. Le manque d'accès aux services de santé, comme la vaccination, contribue également à la maladie. Des modes de vie, comme la sédentarité peuvent mener au surpoids et à l'obésité, surtout quand il y a un déséquilibre dans la balance énergétique (l'apport en calories étant supérieur aux dépenses). Il est recommandé de suivre un régime alimentaire approprié et mener une activité physique régulière.

Enfin, les causes fondamentales influencent les causes sous-jacentes et peuvent donc conduire à la malnutrition. A ce niveau, tous les secteurs sont concernés. L'insécurité alimentaire des ménages peut être due à un manque de revenus. Ce manque peut résulter d'un faible niveau d'éducation qui limite les possibilités d'emploi. Les disparités en matière d'éducation peuvent entraîner une augmentation de la violence sexiste, qui a un impact sur la capacité d'une mère à s'occuper convenablement de ses enfants et entraîner des pratiques alimentaires inadéquates ou l'incapacité d'amener les enfants aux services de santé. La disparité sur le plan de l'éducation et les ressources ménagères disponibles contribuent également à ce que les individus fassent de mauvais choix alimentaires (une alimentation faible en diversité, riche en gras et en sucre et faible en micronutriments). La gouvernance peut avoir un impact sur la disponibilité des

services, y compris la santé, l'éducation, le développement communautaire et la vulgarisation agricole, pour ne citer que ceux-là. Elle a également un impact sur l'environnement favorable aux politiques de nutrition, à même de contribuer à élargissement de la couverture des services et au financement des services nécessaires.

Figure 1: Schéma conceptuel de la malnutrition



Source : FAO, Indicateurs de nutrition pour le développement



## III. Objectifs

L'objectif *General* de cette analyse est de disposer d'une liste d'indicateurs opérationnels cohérents pour le suivi du PNMN 2016-2020.

De façon spécifique, il s'agit de :

- vérifier la prise en compte de tous les domaines du cadre conceptuel de la malnutrition dans le choix des indicateurs ;
- s'assurer de la disponibilité des indicateurs du CCSE du PNMN au sein des dispositifs sectoriels de suivi et d'évaluation et ;
- s'assurer de la disponibilité des données relatives aux indicateurs sectoriels présents dans le CCSE .

## IV. Méthodes

Cette analyse a utilisé une approche mixte, qui a permis de recueillir à la fois des informations qualitatives et quantitatives. Elle s'est déroulée en deux étapes :

➤ Première étape :

Elle s'est étendue de décembre 2018 à mars 2019 et a consisté à la réalisation des activités suivantes :

- Analyse documentaire (élaboration et envoi d'une matrice aux secteurs pour renseignement, analyse des plans de suivi et évaluation et des documents stratégiques des différents secteurs)
- Entretien avec des informateurs clés des ministères suivants : MINADER, MIRAH, Education, Hydraulique, Solidarité et Santé.
- Comparaison des indicateurs du PNMN à ceux collectés par les secteurs contributifs.

➤ Deuxième étape :

La deuxième étape de la méthode a consisté en la réalisation de l'atelier de collecte et d'harmonisation des données issues du cadre commun de suivi et d'évaluation du PNMN. Cet atelier s'est tenu en décembre 2019, avec les Ministères techniques et autres acteurs, parties prenantes au processus.

## V. RESULTATS

### V.1. Concordance entre les indicateurs présents dans le CCSE et les domaines du cadre conceptuel de la malnutrition

La mise en cohérence entre le cadre conceptuel de la malnutrition et le cadre commun de résultats d'une part et d'autre part entre le CCR et le CCSE a permis de mettre en évidence les éléments suivants :

- causes immédiates de la malnutrition: le CCSE ne comporte pas d'indicateurs relatifs à la morbidité des enfants de 0 à 5 ans. Exemple : prévalence du paludisme et incidence de la diarrhée ;
- causes sous-jacentes de la malnutrition: le CCSE ne comporte pas d'indicateurs sur l'accès et la couverture des soins maternels et infantiles (par exemple : taux de couverture en CPN, etc.) et des indicateurs sur le niveau d'éducation ;
- causes fondamentales de la malnutrition: le CCSE ne présente pas d'indicateurs sur le niveau de pauvreté des ménages.

### V.2. Disponibilité des indicateurs du CCSE

En ce qui concerne la disponibilité des indicateurs du CCSE, sur les **150** indicateurs du CCSE, 35 sont liés aux activités de gouvernance du PNMN 2016-2020 mis en œuvre par le SE-CONNAPE et 115 sont rapportés par 10 secteurs.



Les 35 indicateurs générés par le SE-CONNAPE sont régulièrement renseignés dans les rapports d'activités et aucun problème de concordance, ni de disponibilité des données ne se pose.

Les résultats de l'analyse de la disponibilité des 115 indicateurs en lien avec les interventions des sectoriels sont résumés dans la figure ci-dessous :

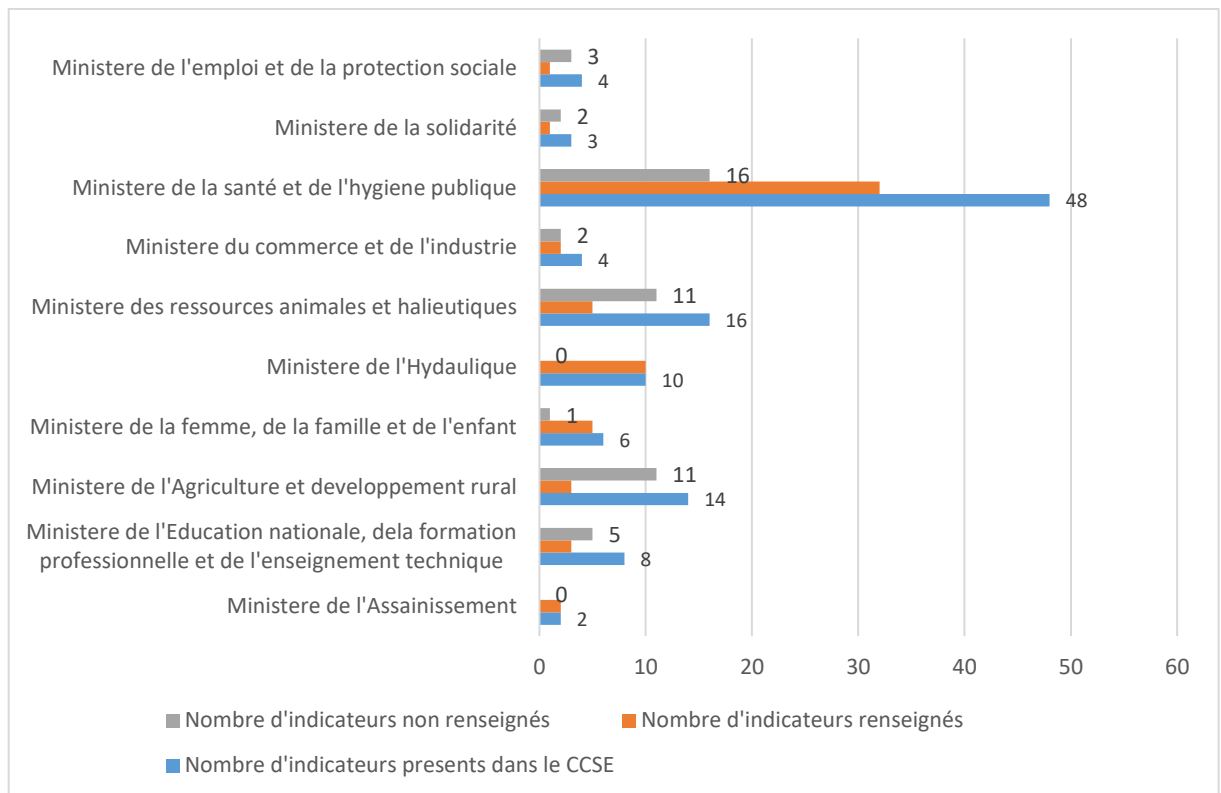


Figure 2: Statut des Indicateurs du CCSE par Ministère sectoriel

Sur les 115 indicateurs que les secteurs doivent renseigner pour le CCSE, 51, soit 44,34% ne sont pas renseignés. En effet, trois (03) ministères présentent les plus grands nombres d'indicateurs non actuellement renseignés. Il s'agit du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (16 indicateurs), du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (11 indicateurs) et du Ministère de l'Agriculture et du Développement rural (11 indicateurs). La structure des indicateurs non renseignés par niveau de résultat est présentée dans la figure 3.



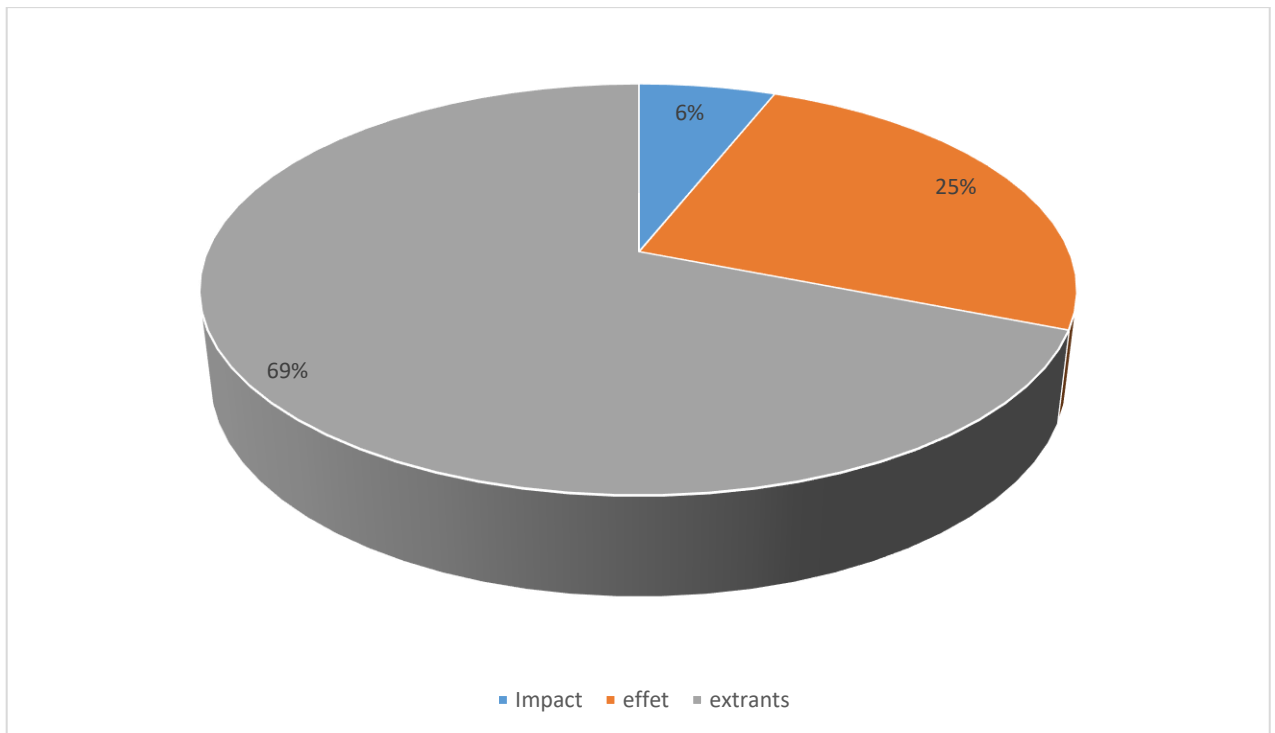


Figure 3: Répartition des indicateurs non renseignés par niveau de résultat

Parmi les 51 indicateurs afférents aux ministères sectoriels et non renseignés dans le cadre commun de suivi et d'évaluation, 36 (69%) sont des indicateurs d'extrants, 13 (25%) sont des indicateurs d'effets et 3 (6%) sont des indicateurs d'impacts. Ainsi, nous constatons que la grande majorité des indicateurs non renseignés sont des indicateurs d'extrants.

### V.3. Source des données

Les indicateurs du CCSE sont collectés à partir de plusieurs sources de données présentées dans le tableau 1.



Tableau 1: Source des données du CCSE et leur périodicité

SOURCES DES DONNEES	PERIODICITE
MICS	4-5 ans
EDS	4-5 ans
EDS-MICS	4-5 ans
Enquête sur la sécurité alimentaire	Semestrielle
SMART	Annuelle
RASE (Rapport d'Activité des Services Extérieurs)	Annuelle
Enquêtes périodiques à réaliser	Annuelle
Rapports d'activités/évaluation des ministères sectoriels/SE-CONNAPE	Annuelle
Rapport du cadre harmonisé d'analyse de la vulnérabilité des zones à risques	Semestrielle

Source : CCSE du PNMN 2016-2020

La majorité des indicateurs non renseignés ont comme sources, les rapports d'activité/évaluation (51%) et les enquêtes périodiques (43,1%), comme le présente le tableau 2.

Tableau 2: Sources des Indicateurs non renseignés

SOURCES	PERIODICITE	NOMBRE D'INDICATEUR	POURCENTAGE (%)
EDS-MICS	4 à 5 ans	3	5,9
Autres Enquêtes	Variable	22	43,14
Rapport d'activité/évaluation	Annuelle/variable	26	51
<b>TOTAL</b>		<b>51</b>	<b>100</b>

Source : CCSE du PNMN 2016-2020

#### V.4. Causes du non-renseignement des indicateurs

Plusieurs causes sont à l'origine du non renseignement des indicateurs du CCSE (voir tableau 3). Elles se résument aux points suivants :

- Indicateurs non répertoriés dans les systèmes de suivi et évaluation des ministères ;
- Absence d'une définition commune du terme communauté
- Activité non réalisée ;
- Insuffisance de moyens pour réaliser les enquêtes afin de renseigner certains indicateurs ;
- Problème d'appropriation des indicateurs par les sectoriels.



Tableau 3: Motifs du non-renseignement des 51 indicateurs par les sectoriels

Libellé de l'indicateur	Type d'indicateur	Motif de non-renseignement
<b>MINISTERE DE L'EDUCATION</b>		
Pourcentage d'écoles amies de la nutrition dans les zones d'interventions prioritaires	Extrant Axe 1	L'activité en rapport avec l'indicateur n'est pas encore réalisée. Indicateur non répertorié dans le ministère.
Pourcentage de communautés disposant d'acteurs formés pour les activités d'éducation parentale sur la base du module national dans les zones à forte prévalence de la malnutrition	Extrant Axe 1	La définition du mot communauté pose problème. Pour le calcul de cet indicateur, Le dénominateur pose un problème. Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère.
Proportion des marchés "scolaires" en milieu urbain des écoles primaires dont les restaurateurs ont bénéficié de renforcement de capacités sur les 5 clés pour les aliments sûrs (formation, équipement)	Extrant Axe 1	Indicateur non répertorié dans le ministère. Nécessité de réaliser une enquête.
Proportion des marchés "Extra-scolaires" en milieu urbain aux alentours des écoles primaires dont les restaurateurs ont bénéficié de renforcement de capacités sur les 5 clés pour les aliments sûrs (formation, équipement) dans le district d'Abidjan	Extrant Axe 1	Indicateur non répertorié dans le ministère. Nécessité de réaliser une enquête.
% des écoles qui disposent de latrines améliorées fonctionnelles	Extrant Axe 6	Indicateur non répertorié dans le ministère. Nécessité de réaliser une enquête.
<b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL</b>		
% de ménages ruraux pratiquant les cultures de légume (tomate, Aubergine, concombre, laitue, gombo, piment, haricot.)	Extrant Axe 3	Indicateur non répertorié dans le ministère. Nécessité de réaliser une enquête.
Nombre de régions en insécurité alimentaire dont les encadreurs agricoles ont bénéficié de formation en nutrition	Extrant Axe 3	Indicateur non répertorié dans le ministère. Nécessité de réaliser une enquête.

% de communautés disposant de moyen de conservation et de stockage amélioré de produits végétaux (greniers...)	Extrant Axe 3	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère. La définition du mot communauté pose problèmes. Pour le calcul de cet indicateur, Le dénominateur pose un problème.
% de communautés disposant de moyen de transformation amélioré de produits végétaux	Extrant Axe 3	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère. La définition du mot communauté pose problèmes. Pour le calcul de cet indicateur, Le dénominateur pose un problème.
% d'agriculteurs (pour le vivrier) utilisant correctement de bonnes pratiques de production	Effet Axe 4	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère.
% d'agriculteurs (pour le vivrier) utilisant correctement de bonnes pratiques de conservation	Effet Axe 4	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère.
% d'agriculteurs (pour le vivrier) utilisant correctement de bonnes pratiques de transformation	Effet Axe 4	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère.
% d'agriculteurs formés aux bonnes pratiques culturelles (pour le vivrier)	Extrant Axe 4	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère.
% d'agriculteurs formés à la conservation et la transformation des produits agricoles (Céréales, tubercules, légumineuses)	Extrant Axe 4	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère.
% de ménages vulnérables des zones prioritaires en insécurité alimentaire qui ont reçu un soutien alimentaire	Extrant Axe 5	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère.
Nombre de sites sentinelles mis en place dans les zones de haute vulnérabilité	Extrant Axe 5	Indicateur non répertorié dans le ministère.
<b>MINISTERE DE LA FEMME DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANT</b>		
% d'enfants de moins de 5 ans atteint de malnutrition modérée (MAM) pris en charge dans les centres sociaux gérés par le ministère en charge de la femme et de l'enfant	Extrant Axe 2	Indicateur non répertorié dans le ministère. Le dénominateur n'est pas disponible. Le ministère collecte plutôt le nombre d'enfants de moins de 5 ans atteint de



		malnutrition modérée (MAM) pris en charge dans les centres sociaux gérés par le ministère en charge de la femme et de l'enfant
<b>MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES</b>		
% de ménages ruraux disposant d'un petit élevage (traditionnel)	Extrant Axe 3	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère.
Nombre éleveurs ayant bénéficié de nouvelles formules alimentaires de moindres coûts à base de produits locaux	Extrant Axe 3	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère.
% de communautés disposant de moyen de conservation et de stockage amélioré de produits animaux et halieutiques	Extrant Axe 3	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère. La définition du mot communauté pose problèmes. Pour le calcul de cet indicateur, Le dénominateur pose un problème.
% d'éleveurs utilisant correctement de bonnes pratiques de production (produit vétérinaire)	Effet Axe 4	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère.
% d'acteurs (charcutiers, bouchers, transformateurs) utilisant correctement de bonnes pratiques de conservation de viande	Effet Axe 4	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère.
% d'acteurs utilisant correctement de bonnes pratiques de transformation de viande	Effet Axe 4	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère.
% d'acteurs de la pêche utilisant correctement de bonnes pratiques de conservation	Effet Axe 4	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère.
% d'acteurs de la pêche utilisant correctement de bonnes pratiques de transformation	Effet Axe 4	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère.
% de structures de distribution de denrées animales et d'origine animale respectant les normes sanitaires	Effet Axe 4	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère.
% d'éleveurs formés aux bonnes pratiques d'élevages	Extrant Axe 4	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère.
% de pêcheurs formés à une pêche responsable	Extrant Axe 4	Nécessité de réaliser une enquête.

		Indicateur non répertorié dans le ministère.
<b>MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE</b>		
Nombre de systèmes de traçabilité sectoriel des produits alimentaires et des intrants mis en place et fonctionnels	Extrant Axe 4	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère.
Nombre de saisies de produits d'origine végétale avariés sur les marchés par an	Extrant Axe 4	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère.
<b>MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE</b>		
Prévalence de l'anémie chez les enfants de moins de 5 ans	Impact	La donnée relative à cet indicateur pour la période 2016-2019 ne figure dans aucune source disponible actuellement. Nécessité de réaliser une enquête.
Prévalence de l'anémie chez les femmes en âge de procréer (15 à 49 ans)	Impact	La donnée relative à cet indicateur pour la période 2016-2019 ne figure dans aucune source disponible actuellement Nécessité de réaliser une enquête.
Proportion de la population n'atteignant pas le minimum d'apport calorique	Impact	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère.
Proportion de communautés des zones à forte prévalence de la nutrition disposant d'acteurs communautaires formés pour la promotion des AEN+	Extrant Axe 1	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère. La définition du mot communauté pose problème. Pour le calcul de cet indicateur, Le dénominateur pose un problème.
% de formations sanitaires publiques, privées et privées confessionnelles amies des bébés	Extrant Axe 1	
Pourcentage de communautés disposant d'acteurs formés pour les activités d'éducation parentale sur la base du module	Extrant Axe 1	Nécessité de réaliser une enquête. La définition du mot communauté pose problème. Pour le calcul de cet



national dans les zones à forte prévalence de la malnutrition		indicateur, Le dénominateur pose un problème.
% de femmes enceintes supplémentées en fer et en acide folique	Effet Axe 1	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère.
% des adolescentes supplémentées en fer et acide folique	Effet Axe 1	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère.
% de personnels des SSSU et CREMOS formés au dépistage de la malnutrition	Extrant Axe 1	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère.
% de services de SSSU/CREMOS équipés en matériel de dépistage	Extrant Axe 1	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère.
% des dispositifs régionaux d'analyse des risques sanitaires fonctionnels	Extrant Axe 4	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère.
Nombre de cas de Toxi-infection alimentaire collectif (TIAC) déclarés	Effet Axe 4	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère.
% d'acteurs de distributions respectant les normes sanitaires	Effet Axe 4	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère.
% de femmes en union qui prennent habituellement les décisions relatives aux soins de leur santé	Extrant Axe 5	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère.
% de centres de santé en milieu rural disposant d'une source d'eau améliorée	Extrant Axe 6	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère.
% de centre de santé qui disposent de latrines	Extrant Axe 6	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère.
<b>MINISTERE DE LA SOLIDARITE</b>		
% de ménages vulnérables des zones prioritaires en insécurité alimentaire qui ont reçu un soutien alimentaire	Extrant Axe 5	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère.
% des ménages vulnérables des zones prioritaires bénéficiant de programmes saisonniers vivres contre travail/ formation	Extrant Axe 5	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère.
<b>MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA PROTECTION SOCIALE</b>		



% de structures sociales publiques (Centres sociaux hors complexe éducatif) relevant du ministère en charge de la protection sociale assurant la promotion des AEN+	Extrant Axe 1	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère.
% de structures sociales relevant du ministère en charge de la protection sociale disposant d'une unité nutritionnelle de supplémentation fonctionnelle (UNS)	Extrant Axe 2	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère.
Proportion d'enfants de moins de 5 ans atteints de malnutrition modérée pris en charge dans les centres sociaux gérés par le MEPS	Extrant Axe 2	Nécessité de réaliser une enquête. Indicateur non répertorié dans le ministère. Le ministère collecte plutôt le nombre d'enfants de moins de 5 ans atteints de malnutrition modérée pris en charge dans les centres sociaux gérés par le MEPS

### V.5. Conséquences du non renseignement des indicateurs sur la qualité du suivi du CCSE

La majorité des indicateurs non renseignés (69 %) sont des indicateurs d'extrants alors qu'ils sont très importants dans le suivi de la mise en œuvre des plans, programmes ou projets. Leur absence constitue un réel obstacle au suivi efficace de la mise en œuvre de ceux-ci et donc de celui du PNMN 2016-2020.

Trois indicateurs d'impact qui devraient être renseignés par le ministère de la Santé, ne le sont pas. Il s'agit de :

- La prévalence de l'anémie chez les enfants de moins de 5 ans
- La prévalence de l'anémie chez les femmes en âge de procréer (15 à 49 ans)
- La prévalence du surpoids des femmes en âge de procréer (15 à 49 ans)

Ces indicateurs, en principe collectés à travers les enquêtes EDS et MICS n'ont pas été collectés en 2016. Ils permettent d'évaluer la carence en fer chez les enfants de moins de 5 ans et chez les femmes en âge de procréer d'une part et d'autre part, l'état nutritionnel des femmes en âge de procréer.



L'axe stratégique 3 relatif à l'accroissement durable de la disponibilité et de l'accès à des aliments nutritifs et diversifiés dans les zones à fortes prévalences de malnutrition est le plus impacté en matière de suivi évaluation du fait du non renseignement d'environ 63% de ses indicateurs. Ensuite, viennent respectivement les axes 4 (le renforcement de la sécurité sanitaire des aliments, 52,94%), 5 (le renforcement de la résilience aux crises alimentaires et nutritionnelles, 50%) et 1 (la promotion des bonnes pratiques nutritionnelles et des mesures préventives, 46,15%).

Tableau 4: Répartition des indicateurs non renseignés par axe stratégique

Axe Stratégique	Nombre d'indicateurs par axe stratégique	Nombre d'indicateur Non renseignés par axe stratégique	Fréquence relative des indicateurs non renseignés par axe stratégique en pourcentage (%)
Impact	11	3	27,27
Axe 1	26	12	46,15
Axe 2	13	3	23,07
Axe 3	11	7	63,63
Axe 4	34	18	52,94
Axe 5	10	5	50
Axe 6	17	3	17,64
Axe 7	28	00	0,0
<b>Total</b>	<b>150</b>	<b>51</b>	

Source : CCSE du PNMN 2016-2020

## VI. Propositions de solutions pour améliorer le suivi des indicateurs du CCSE

Dans l'optique d'améliorer le suivi des indicateurs du CCSE, plusieurs propositions sont faites à savoir :

- Suppression de certains indicateurs non renseignés du CCSE ;
- Reformulation/remplacement de certains indicateurs ;
- Conduite de plaidoyers pour l'appropriation et le financement de la collecte des données ;
- Ajout de nouveaux indicateurs pertinents.

### a) Suppression d'indicateurs non renseignés du CCSE

Après analyse des 51 indicateurs non renseignés, la suppression de 02 indicateurs est suggérée (voir tableau 5). En effet, l'environnement de collecte de ces indicateurs est difficilement accessible.

Tableau 5: Indicateurs à supprimer

Indicateurs	Type	Responsable
Proportion des marchés "Extra-scolaires" en milieu urbain aux alentours des écoles primaires dont les restaurateurs ont bénéficié de renforcement de capacités sur les 5 clés pour les aliments sûrs (formation, équipement) dans le district d'Abidjan	Extrant Axe 1	Ministère de l'éducation



Nombre d'éleveurs ayant bénéficié de nouvelles formules alimentaires de moindres coûts à base de produits locaux	Extrait Axe 3	Ministère des ressources animales et halieutiques
---	------------------	--

### b) Reformulation de certains indicateurs

Onze (11) indicateurs peuvent être remplacés par des indicateurs répertoriés mais qui mesurent sensiblement les mêmes changements. La plupart des indicateurs à remplacer posent un problème de formulation pour certains, et pour d'autres un problème de disponibilité de données. Ces indicateurs peuvent soit bénéficier d'une reformulation en indicateurs répertoriés ou d'un remplacement par un proxy répertorié. Les indicateurs qui sont plus sujets à la reformulation sont ceux qui contiennent le mot « communauté ». Ces remplacements n'auront pas d'impact négatif sur le suivi des axes stratégiques concernés dans la mesure où les changements mesurés seront pratiquement les mêmes. En ce qui concerne les indicateurs à remplacer qui relèvent des ministères de l'agriculture et du développement rural et des ressources animales et halieutiques, ils pourraient être remplacés par des indicateurs liés à la production.

Tableau 6: Liste des indicateurs à remplacer

Libellé de l'indicateur	Type d'indicateur	Responsable
Pourcentage de communautés disposant d'acteurs formés pour les activités d'éducation parentale sur la base du module national dans les zones à forte prévalence de la malnutrition	Extrait Axe 1	Ministère de l'éducation
% de ménages ruraux pratiquant les cultures de légume (tomate, Aubergine, concombre, laitue, gombo, piment, haricot.)	Extrait Axe 3	Ministère de l'agriculture et du développement rural

% de communautés disposant de moyen de conservation et de stockage amélioré de produits végétaux (greniers...)	Extrant Axe 3	
% de communautés disposant de moyen de transformation amélioré de produits végétaux	Extrant Axe 3	
% d'agriculteurs (pour le vivrier) utilisant correctement de bonnes pratiques de production	Effet Axe 4	
% d'agriculteurs formés aux bonnes pratiques culturales (pour le vivrier)	Extrant Axe 4	
% de communautés disposant de moyens de conservation et de stockage amélioré de produits animaux et halieutiques	Extrant Axe 3	Ministère des ressources animales et halieutiques
% d'éleveurs utilisant correctement de bonnes pratiques de production (produit vétérinaire)	Effet Axe 4	
% d'éleveurs formés aux bonnes pratiques d'élevages	Extrant Axe 4	
Proportion de communautés des zones à forte prévalence de la nutrition disposant d'acteurs communautaires formés pour la promotion des AEN+	Extrant Axe 1	Ministère de la santé et de l'hygiène publique
Pourcentage de communautés disposant d'acteurs formés pour les activités d'éducation parentale sur la base du module national dans les zones à forte prévalence de la malnutrition	Extrant Axe 1	

**c) Conduite de plaidoyers pour l'appropriation et le financement de la collecte des données.**

L'analyse des indicateurs non renseignés suggère que 38 indicateurs sont jugés essentiels pour la qualité du suivi du CCSE mais ne sont actuellement pas répertoriés ou non mis à jour par les secteurs. Il est proposé de renforcer/créer le mécanisme de collecte de ces indicateurs.



Tableau 7: Liste des indicateurs nécessitant un appui pour la collecte

Libellé de l'indicateur	Type d'indicateur	Responsable
Pourcentage d'écoles amies de la nutrition dans les zones d'interventions prioritaires	Extrant Axe 1	Ministère de l'éducation
Proportion des marchés "scolaires" en milieu urbain des écoles primaires dont les restaurateurs ont bénéficié de renforcement de capacités sur les 5 clés pour les aliments sûrs (formation, équipement)	Extrant Axe 1	
% des écoles qui disposent de latrines améliorées fonctionnelles	Extrant Axe 6	
Nombre de régions en insécurité alimentaire dont les encadreurs agricoles ont bénéficié de formation en nutrition	Extrant Axe 3	Ministère de l'agriculture et du développement rural
% d'agriculteurs (pour le vivrier) utilisant correctement de bonnes pratiques de conservation	Effet Axe 4	
% d'agriculteurs (pour le vivrier) utilisant correctement de bonnes pratiques de transformation	Effet Axe 4	
% d'agriculteurs formés à la conservation et la transformation des produits agricoles (Céréales, tubercules, légumineuses)	Extrant Axe 4	
% de ménages vulnérables des zones prioritaires en insécurité alimentaire qui ont reçu un soutien alimentaire	Extrant Axe 5	
Nombre de sites sentinelles mis en place dans les zones de haute vulnérabilité	Extrant Axe 5	
% d'enfants de moins de 5 ans atteint de malnutrition modérée (MAM) pris en charge dans les centres sociaux gérés par le ministère en charge de la femme et de l'enfant	Extrant Axe 2	Ministère de la femme de la famille et de l'enfant
% de ménages ruraux disposant d'un petit élevage (traditionnel)	Extrant Axe 3	Ministère des ressources animales et halieutiques

% d'acteurs (charcutiers, bouchers, transformateurs) utilisant correctement de bonnes pratiques de conservation de viande	Effet Axe 4	
% d'acteurs utilisant correctement de bonnes pratiques de transformation de viande	Effet Axe 4	
% d'acteurs de la pêche utilisant correctement de bonnes pratiques de conservation	Effet Axe 4	
% d'acteurs de la pêche utilisant correctement de bonnes pratiques de transformation	Effet Axe 4	
% de structures de distribution de denrées animales et d'origine animale respectant les normes sanitaires	Effet Axe 4	
% de pêcheurs formés à une pêche responsable	Extrant Axe 4	
Nombre de systèmes de traçabilité sectoriel des produits alimentaires et des intrants mis en place et fonctionnels	Extrant Axe 4	
Nombre de saisies de produits d'origine végétale avariés sur les marchés par an	Extrant Axe 4	
Prévalence de l'anémie chez les enfants de moins de 5 ans	Impact	Ministère de la santé et de l'hygiène publique
Prévalence de l'anémie chez les femmes en âge de procréer (15 à 49 ans)	Impact	
Proportion de la population n'atteignant pas le minimum d'apport calorique	Impact	
% de formations sanitaires publiques, privées et privées confessionnelles amies des bébés	Extrant Axe 1	
% de femmes enceintes supplémentées en fer et en acide folique	Effet Axe 1	
% des adolescentes supplémentées en fer et acide folique	Effet Axe 1	
% de personnels des SSSU et CREMOS formés au dépistage de la malnutrition	Extrant Axe 1	



<p>Plateformes nationales d'information pour la nutrition</p> <p><b>% de services de SSSU/CREMOS équipés en matériel de dépistage</b></p>	Extrant Axe 1	
% des dispositifs régionaux d'analyse des risques sanitaires fonctionnels	Extrant Axe 4	
Nombre de cas de Toxi-infection alimentaire collectif (TIAC) déclarés	Effet Axe 4	
% d'acteurs de distributions respectant les normes sanitaires	Effet Axe 4	
% de femmes en union qui prennent habituellement les décisions relatives aux soins de leur santé	Extrant Axe 5	
% de centres de santé en milieu rural disposant d'une source d'eau améliorée	Extrant Axe 6	
% de centre de santé qui disposent de latrines	Extrant Axe 6	
% de ménages vulnérables des zones prioritaires en insécurité alimentaire qui ont reçu un soutien alimentaire	Extrant Axe 5	Ministère de la solidarité
% des ménages vulnérables des zones prioritaires bénéficiant de programmes saisonniers vivres contre travail/ formation	Extrant Axe 5	
% de structures sociales publiques (Centres sociaux hors complexe éducatif) relevant du ministère en charge de la protection sociale assurant la promotion des AEN+	Extrant Axe 1	Ministère de l'emploi et de la protection sociale
% de structures sociales relevant du ministère en charge de la protection sociale disposant d'une unité nutritionnelle de supplémentation fonctionnelle (UNS)	Extrant Axe 2	
Proportion d'enfants de moins de 5 ans atteints de malnutrition modérée pris en charge dans les centres sociaux gérés par le MEPS	Extrant Axe 2	



#### **d) Ajout de nouveaux indicateurs pertinents**

Suite à l'analyse du CCSE comparativement au cadre conceptuel de la malnutrition, il apparaît nécessaire d'ajouter un certain nombre d'indicateurs. Ce sont :

- Indicateurs de morbidité des enfants de 0 à 5 ans
  - Incidence annuelle du paludisme chez les enfants de moins de 5 ans (‰)
  - Prévalence des IRA chez les enfants de moins de 5 ans
  - Prévalence de la diarrhée chez les enfants âgés de moins de 5 ans
- Indicateur d'accès et de couverture des soins maternels et infantiles
  - Taux de couverture vaccinale des enfants de 0 -11 mois pour la troisième dose du vaccin pentavalent (TCV)
  - Taux de couverture vaccinale des enfants de 0-11 mois pour le vaccin anti rougeoleux VAR/RR (TCV) (%),
  - Taux d'accouchement assisté par un personnel qualifié (TAPQ), Pourcentage
  - Pourcentage de femmes enceintes ayant bénéficié d'au moins 04 contacts prénatals
- Indicateurs sur les conditions de vie et le niveau de pauvreté des ménages.
  - Ratio de pauvreté
- Indicateur d'éducation
  - Taux brut de scolarisation

## **VII. Leçons apprises**

La principale leçon apprise de ce travail concerne le choix des indicateurs dans le cadre de l'élaboration d'un cadre commun de suivi évaluation d'un plan multisectoriel. Dans ce contexte, il est préférable de privilégier les indicateurs régulièrement suivis dans les secteurs et qui sont en lien avec la nutrition. Cependant, dans le cas où de nouveaux indicateurs seraient formulés, il est



primordial de mettre en place un mécanisme de collecte (organisation et/ou ressources additionnelles) des données nécessaires à leurs calculs.

L'insuffisance d'appropriation de l'importance de la nutrition dans les secteurs met à mal la réalisation des activités en lien avec la nutrition dans les secteurs et en conséquence le suivi des indicateurs y relatifs. Une centralisation des financements de la nutrition pourrait être une solution.

## VIII. Recommandations

- Au comité décisionnel du CONNAPE

Organiser des rencontres périodiques sectorielles et multisectorielles de redevabilités par rapport aux indicateurs du PNMN.

Mobiliser des ressources pour la collecte des données relatives aux indicateurs présents dans le CCSE.

- Au SE-CONNAPE

Renforcer la coordination multisectorielle pour :

- l'appropriation des activités du PNMN dans les différents secteurs ;
- l'intégration des indicateurs du CCSE dans les systèmes d'information et de suivi évaluation des sectoriels ;
- regrouper les activités des secteurs sous forme de projet afin de permettre un meilleur suivi de la mise en œuvre et des indicateurs ;
- privilégier les indicateurs sectoriels déjà disponibles dans les prochains cadres communs de suivi évaluation ;
- mettre en place un mécanisme de collecte des nouveaux indicateurs.

---

- **Au Ministères sectoriels**

S'approprier les activités relatives à leurs secteurs présents dans le PNMN et intégrer les indicateurs du CCSE dans leurs systèmes de suivi et d'évaluation.



## Références bibliographiques

1. Plan national multisectoriel de nutrition 2016-2020
2. Cadre commun de résultats du plan national multisectoriel de nutrition 2016-2020
3. Cadre commun de suivi et évaluation du plan national multisectoriel de nutrition 2016-2020
4. B. MAIRE, F.DELPEUCH, FAO, Indicateurs de nutrition pour le développement, Institut de Recherche pour le Développement Montpellier, France.

## Annexes

### Annexe 1 : Liste des participants à l'Atelier de collecte et d'harmonisation des données

Numéro d'ordre	Nom et prénoms	Structure	Direction	Fonction
1	TRA Bi Tra constant	PRIMATURE SE-CONNAPE		SEI du CONNAPE
2	Mme KOKON née KOUASSI Affoué	MSCSLP	DEPS	Assistante du DEPS
3	KONE Daouda	MSHP	DIIS	Chef de service statistiques
4	AMANI Michel	MPD/INS	DERI	Sous-directeur études
5	KOMENAN Kouassi	Nutrimedia	Secrétariat	SG adjoint, Journaliste
6	KOUADIO Anne Marie	MINAS	DSRS	Sous-directeur
7	BLEOU Georges Vincent	MSHP/PNN	Service suivi et évaluation	Chef de service
8	YEO Wonnan Eugene	MH/ DAEP	DAEP	Sous-directeur
9	SERI Thierry Oscar	MSHP/INHP	SEHGER	Ingénieur génie sanitaire
10	DOSSO Koffamo	MESP/DAS	DAS	Chef de service



11	ABOU Denis Bernard	MFFE/DEPS	DEPS	Informaticien Administrateur de données
12	ALLOU Couhoulé Serge	MINDER/DPVSA	DPVSA	Chef de service sécurité Alimentaire
13	N'GUESSAN Touvori	MINADER	DSDI	Chef de service statistique
14	KOUASSI Francis	PRIMATURE SE-CONNAPE	Assistant du SE	Assistant du SE
15	N'DRI Ahoutou Louis	SE-CONNPE PNMIN	PNMIN	Conseiller en politiques et stratégies
16	N'DRI Faustin	SE-CONNPE PNMIN	PNMIN	Chef de projet
17	TAPE Dahi Raoul	ANADER	Direction du suive valuation et qualité	Chef de division
18	KOUADIO Allou Ouffouez Aimé	MENETFP	Direction des cantines scolaire	Chargé de projet
19	ESSOUA Baklenou Emmanuel	MENETFP	DSPS	Chef de service statistiques
20	Mme DOUTI Raymonde Yolande	ANADER	PALP	Responsable Nutrition
21	COULIBALY Fagnoro N'Golo	MIRAH	DPSP	Sous-directeur

22	GBOUAZO Tato Oumar	SE-CONNPE PNMIN	PNMIN	Informaticien
23	MADY Roland	SE-CONNPE PNMIN	PNMIN	Statisticien
24	ATSE SEKA Simplice	MSHP	Programme sante mère enfant	Chargé de suivi évaluation
25	Mamadou COULIBALY	MPD	DCSE	Chargé de la planification et du suivi évaluation
26	BOMISSO Germain	UNICEF	UNICEF PM& E	Administrateur statistiques et suivi évaluation
27	KOFFI Paulin	UNICEF	UNICEF Nutrition	Spécialiste Nutrition
28	KOUAME Koffi	Primature	SE-CONNAPE	Spécialiste en suivi évaluation
29	KOUAKOU Benoit	MCI	DPQN	Sous-directeur
30	DOSSO Ali	PRIMATURE SE-CONNAPE	SE-CONNPE	Chargé d'études
31	ASSEMIAN Ake Arthur Gislain	SE-CONNPE PNMIN	PNMIN	Conseiller en information stratégique



Annexe 2 : Liste de indicateurs sectoriels complémentaires

NUMERO	LISTE DES INDICATEURS COMPLEMENTAIRES	MINISTERES SECTORIELS
1	Score de consommation alimentaire	MINADER (06)
2	Indice réduit des stratégies d'adaptation (RCSI)	
3	Etat phytosanitaire santé des plante(calme,acceptable, préoccupante)	
4	Production des principales céréales, tubercules et légumineuses	
5	Bilan alimentaire	
6	Quantité totale de semences certifiées produites	
7	Nombre d'OEV et adultes évalués pour la détection de la malnutrition	FEMMES FAMILLES ENFANTS (10)
8	Nombre de mères fréquentant les Centres Sociaux sensibilisées sur les AEN+	
9	Nombre de travailleurs sociaux et acteurs communautaires coachés pour le soutien nutritionnel	
10	Nombre de femmes sensibilisées sur les compétences de vie y compris l'hygiène, le planning familial, la nutrition, les droits humains	
11	Nombre d'OEV/PVVIH membre de ménage diagnostiqués malnutris	
12	Nombre d'OEV et adultes qui reçoivent un appui alimentaire	
13	Nombre d'OEV et adultes qui reçoivent des services de nutrition	
14	Nombre de PVVIH /OEV réhabilités après une prise en charge de la malnutrition au niveau communautaire	
15	Nombre total d'OEV pris en charge par les membres de groupements AVEC/GEC	
16	Nombre d'adultes ayant bénéficié de renforcement économique pour satisfaire aux besoins de leurs ménages	
17	Nombre d'organisation féminine mis en place	



18	Nombre de AVEC/GEC mis en place	<p style="text-align: center;">MINISTERE EMPLOI ET PROTECTION SOCIALE (14)</p>	
19	Nombres de femmes /groupement féminin ayant bénéficié de fonds étatiques pour la mise en œuvre d'AGR ;		
20	Nombres de femmes /groupement féminin ayant bénéficié d'appui des Partenaires Techniques financiers (PTF) pour la mise en œuvre d'AGR;		
21	Nombre de personnes ayant bénéficié d'appui financier dans le cadre des secours sociaux		
22	Nombre d'enfants de moins de 5 ans malnutris aigue modéré identifié		
23	Nombre d'enfants de moins de 5 ans malnutris aigue modéré réhabilité		
24	Nombre d'enfants de moins de 5 ans malnutris aigue sévère identifiés et référé vers les structures sanitaires		
25	Nombre de centre social disposant d'une unité nutritionnelle fonctionnelle		
26	Nombre d'enfant de moins de 5 ans ayant bénéficié d'une évaluation nutritionnelle (suivi et promotion de la croissance : poids et taille)		
27	Nombre d'acteur communautaire formé (leader communautaire, Agent OBC) sur les actions essentielles de nutrition (AEN)		
28	Nombre de centre d'éveil et de protection de l'enfant (structures de protection de la petite enfance) mis en place dans les centres sociaux et fonctionnels		
29	Nombre d'enfants de 18 mois à 5 ans fréquentant centre d'éveil et de protection de l'enfant (structures de protection de la petite enfance)		
30	Nombre de personne sensibilisé sur la protection de l'enfant dans la communauté		
31	Taux brut de préscolarisation		<p style="text-align: center;">MENETFP (12)</p>
32	Proportion de structures fournissant des services intégrés d'éducation préscolaires conformes aux normes nationales		
33	Proportion d'enfants du milieu rural parmi les enfants inscrits dans les structures d'enseignement préscolaire		



34	Disponibilité du programme harmonisé de formation pour l'encadrement de la petite enfance des CAFOP et de l'INFS		
35	Programme d'éducation parentale est élaboré et mis en œuvre		
36	Proportion d'écoles préscolaires bénéficiant des services intégrés de santé, de nutrition et de protection		
37	Proportion d'écoles ayant les commodités requises (électricité, clôture, point d'eau lave-main et latrines séparées fonctionnelles)		
38	Proportion d'écoles PRIMAIRE disposant d'une cantine fonctionnelle		
39	Proportion d'écoles ayant les commodités requises (électricité, clôture, point d'eau, lave-main et latrines séparées fonctionnelles)		
40	Nombre de centres d'alphabétisation fonctionnels		
41	Proportion de collèges en zones rurales disposant de cantine		
42	Proportion de collèges ayant les commodités requises (électricité, point d'eau, clôture, latrines fonctionnelles)		
43	La Population disposant d'installations d'assainissement autonome		MINASS (13)
44	Le nombre de population urbaine couverte en assainissement amélioré		
45	Le nombre de population rurale couverte en assainissement amélioré		
46			
47	La population évacuant les eaux usées dans la nature		
48	Zone couverte en réseaux de drainage		
49	Nombre de localités ayant bénéficié de l'approche Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC)		
50	Nombre de localités déclarées FDAL		
51	Nombre de ménages déclarés FDAL		
52	Population FDAL		
53	Nombre de CVET (Centres de Valorisation et d'Enfouissement Technique)		
54	Nombre de CVET fonctionnel		

55	Nombre de comités locaux d'assainissement, de salubrité et d'hygiène installés et fonctionnels	HYDRAULIQUE (10)
56	Taux d'abonnement au service de distribution publique d'eau potable	
57	Proportion de systèmes d'hydraulique villageoise en service	
58	Proportion de systèmes HU présentant un dysfonctionnement	
59	Proportion de systèmes HVA présentant un dysfonctionnement	
60	Proportion de systèmes d'hydraulique villageoise présentant un dysfonctionnement	
61	Taux de desserte en eau potable en milieu urbain	
62	Taux d'accès à l'eau potable en milieu rural en moins de 30 min	
63	Proportion des localités à stress hydrique où les autorités administratives ont pris des actes de restrictions des usages de l'eau potable à temps	
64	Proportion des localités dans lesquelles la qualité de l'eau a été affectée où les autorités administratives ont pris des actes d'interruption de fourniture de l'eau potable à temps	
65	Taux d'exécution du budget d'investissement du secteur de l'eau potable provenant du trésor	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE (04)
66	Nombre d'entreprise agroalimentaire certifiée ISO 22000	
67	Nombre d'entreprise agroalimentaire ayant des produits certifiés	
68	Nombre d'entreprise agroalimentaire en convention avec CODINORM pour les attestations de conformité	
69	Nombre d'entreprise agroalimentaire sensibilisé à la démarche qualité	SANTE (21)
70	Couverture en CPN4	
71	Couverture en CPoN	
72	Proportion d'Accouchement assisté par personnel qualifié	
73	Incidence des IRA	
74	Incidence de la Diarrhée	



75	Incidence de la Pneumonie		
76	La Prévalence Contraceptive		
77	Proportion d'enfants de 0-5 ans ayant bénéficié de mesures anthropométriques (Poids taille, Périmètre Brachial) au cours du mois		
78	<b>Proportion de nouveau-nés mis au sein dans l'heure qui suit la naissance (mise au sein précoce)</b>		
79	Couverture d'enfants de 6 à 59 mois supplémentés en vitamine A		
80	Couverture en déparasitage d'enfants de 12 à 59 mois		
81	Proportion de femmes enceintes anémiées vues en CPN		
82	Couverture en supplémentation en fer et acide folique chez les ADOLESCENTES		
83	Proportion de patients de plus de 5 ans ayant bénéficié d'une mesure anthropométrique		
84	Proportion de femmes enceintes et femmes allaitantes ayant bénéficiées d'une mesure anthropométrique		
85	Proportion de femmes enceintes ou allaitantes dépistées malnutries		
86	Nombre de personnes sensibilisées sur la nutrition maternelle lors des séances de communication		
87	Proportion de personne âgé de plus de 5 ans malnutris		
88	Proportion de PVVIH dépistées malnutries au cours de la période		
89	Proportion de PVVIH malnutries Aiguë ayant bénéficié d'un traitement nutritionnel avec les Produits Alimentaires Spécialisés (PAS) guéris		
90	Nombre de personnes sensibilisées sur les actions essentielles en nutrition et développement de la petite enfance dans les communautés		
91	Prix moyen de vente de l'animal sur pied sur le marché à bétail		MIRAH
92	Prix de vente moyen sur les sites de débarquement		
93	Prix moyen de vente des produits aquacoles		
94			

95	Prix moyen de vente au kilo, viande fraîche de bœuf avec os
96	Prix moyen de vente de la viande de bœuf congelée (importée)
97	
98	Production de la pêche industrielle
99	Quantité de lait frais produit
100	Quantité d'œufs produits
101	Production des produits de pêche
102	Production aquacole
103	Volume de viande et abats congelés importés autorisé à être mis sur le marché pour la consommation humaine
104	Volume de produits de pêche congelés importés autorisé à être mis sur le marché pour la consommation humaine après inspection
105	Volume de produits laitiers importés autorisé à être mis sur le marché pour la consommation humaine après inspection
106	Nombre d'éleveurs ayant bénéficié de renforcement de capacité
107	Nombre de pêcheurs ayant bénéficié de renforcement de capacité
108	Effectif de chaque spéculation par objectif de production (lait, viande, reproduction, traction, chair, œuf)

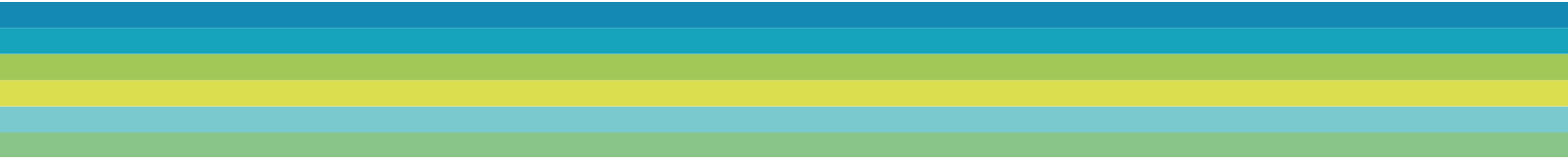












---

